



1570015

uni

Les révolutionnaires sont finalement devenus les plus arriérés de tous les Occidentaux sans cesser d'être les plus perturbateurs.

Auguste Comte

Rédaction :
Paul-Eugène Rochat
7, ch. de Grande-Rive, Lausanne

Administration :
Jean-Philippe Chenux
4, av. Edouard-Rod, Lausanne

Cantonale et Universitaire
Palais de Rumine
Lausanne

Paraît 10 fois par an
Abonnement annuel :
Fr. 3.-
CCP II 224 94 Lausanne

action

REVUE ÉTUDIANTE D'ACTION CIVIQUE

Les étrangers en question

On se souvient qu'avant la première initiative dite « antiatomique », le bureau et l'assemblée des délégués de l'AGE (sur la proposition du tovaritch Thévoz et du gospodine Guignard) avaient convoqué les étudiants en « Assemblée » générale aux XXII cantons. Généralité toute relative puisque l'accès de la salle était interdit aux étudiants étrangers. Beaucoup protestèrent ; ils avaient à la fois tort et raison.

Raison parce que, les statuts étant ce qu'ils sont, pratiquer une discrimination au

sein de l'AGE était une injustice. Il n'y a pas de sous-membres de l'AGE. Il y a les étudiants de l'Université de Lausanne, qui sont tous automatiquement membres de l'AGE. Un point c'est tout.

Mais tort aussi car avec les étrangers, cette fameuse assemblée eut été une bouffonnerie. Il s'agissait, à l'époque, de se prononcer sur l'équipement de l'armée suisse en armes nucléaires. Il eût été monumental de voir des Allemands ou des Congolais, par exemple, se prononcer sur une question de défense nationale suisse. Nous n'avons

rien contre ces braves gens, nous constatons simplement que cette affaire ne les regardait pas. Ce n'est pas une question de xénophobie ou de « racisme » mais de simple bon sens.

Lors de l'assemblée du 16 mai dernier, les étrangers (on nous dit qu'ils étaient moins nombreux qu'à la manifestation du 10, mais le nombre ne fait rien à l'affaire) ont voté une motion sur l'Aide fédérale. Mais on s'aperçoit qu'en vertu du principe « qui paie commande », cette aide pourrait mettre fin à l'autonomie cantonale en matière d'enseignement et, par là, porter un coup mortel au fédéralisme. Ces MM. de l'AGE s'en rendent d'ailleurs parfaitement compte puisqu'ils écrivent (p. 7 du Mémoire) : Pourquoi cette prudence à recourir aux subsides fédéraux, et ce désir dépassé aujourd'hui de défendre le fédéralisme dans un domaine où il n'est qu'un obstacle ?

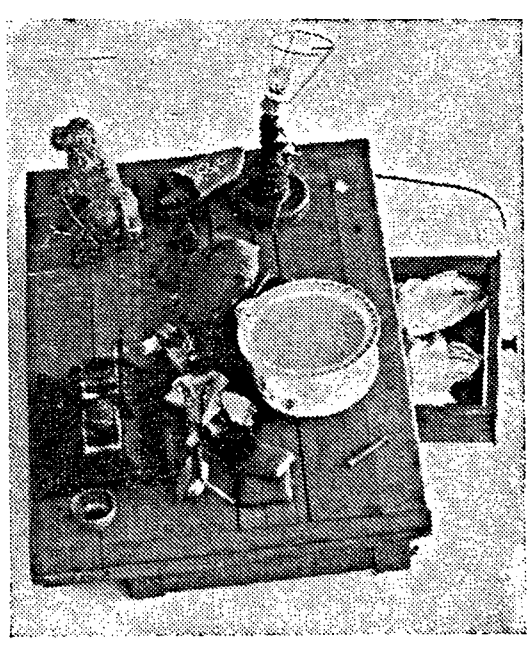
Pilotage sans visibilité

Il ne faut pas avoir peur de le dire ; l'exposition internationale des galeries pilotes qui se tient actuellement au musée cantonal des beaux-arts et jusque dans les locaux de la bibliothèque cantonale et universitaire est une bouffonnerie, une imposture, une mystification. Le fait qu'elle soit patronnée par la Municipalité et l'Association des intérêts — mal compris — de Lausanne en fait un scandale.

Au vernissage, le chef du département de l'instruction publique, M. Oguey, devait expliquer que l'on n'avait pas le droit de conclure à une mystification sans examen approfondi. Mais lorsque l'on vous montre un pot-de-chambre fixé sur une planche, ou, entassés dans des caissettes : des robinets (titre : « Hommage à MacMahon »), des vieux réveils (« Paradoxe du temps ») ou encore des formes en bois pour chaussures, il n'est nul besoin d'examen approfondi pour se rendre compte que l'on se paie notre tête. Du point de vue purement décoratif, certains tableaux ne seraient pas vilains. Mais pourquoi leur donner des titres ahracadabrants si ce n'est pour se moquer du monde.

Nous ne pouvons que reprendre votre appel du premier UNIAC, il y a plus de deux ans, appel... « aux étudiants... qui n'acceptent de marcher avec leur temps qu'à condition de savoir dans quel ils marchent ». Pour l'heure, dans quoi

Le visage des Galeries-Pilotes



La photo ci-dessus est authentique. Ce pot-de-chambre est actuellement exposé au musée cantonal des beaux-arts (oui, des beaux-arts !) à Lausanne, où se tient présentement une exposition qui, on le voit, ne manque pas de matière !

...pilote-t-on ? Voyez la photo ci-dessus. C'est puant, quitte à faire de la peine aux Marie-Claire des deux sexes, nous disons : nous ne marchons pas là-dedans. Rt.

Ces progressistes voient les choses à travers leurs lunettes d'hommes de gauche : ils s'imaginent que les fédéralistes défendent simplement un principe, une abstraction. Alors qu'il s'agit de l'existence même de la Confédération. Hormis quelques moscoutaires forcenés et une poignée d'intellectuels furieux, tous les hommes politiques de ce pays se rendent bien compte qu'une Suisse unitaire et centralisée serait vite menacée dans son existence même. Ce serait vite l'anarchie (avec une bonne petite gué-guerre confessionnelle pour couronner le tout) et la menace du rattachement des groupes linguistiques aux pays voisins.

Mais allez expliquer cela à la plupart des étrangers qui ne connaissent pas le premier mot de nos problèmes nationaux, qui ne seront plus chez nous dans deux ou trois ans et qui, par conséquent, se soucient comme d'une guigne de notre bien commun national. Et qui, au surplus, n'ont AUCUN DROIT à trancher ces questions.

On voit donc qu'une assemblée générale des étudiants qui prendrait des positions de politique nationale est impensable, avec ou sans les étudiants étrangers.

Sans eux, elle serait anti-statutaire et avec, elle serait contraire au bon sens.

Nous ne voyons que deux solutions : — ou l'on modifie les statuts, le statut des étrangers au sein de l'AGE et on leur

(Suite à la page 2)

Les étrangers en question

(Suite de la première page)

enlève un droit accordé aux autres ; à savoir celui de prendre des positions politiques. C'est alors la discrimination franche, avouée et codifiée ;

— ou l'on convient, une fois pour toutes, que ces questions ne sont pas de la compétence de l'AGE, ni à l'échelon du bureau, ni à celui de l'assemblée des délégués, ni à celui de l'assemblée générale.

Cette seconde solution a notre préférence. De belles âmes trouveront peut-être que nos deux solutions sont un peu excessives. Nous en serions désolés mais nous n'en voyons pas d'autres qui soient conformes à la fois à la logique et à l'équité et nous avons le souci de l'une et de l'autre.

Reste un dernier point à examiner, dans ce problème des étudiants étrangers : le fameux « numerus clausus » dont on parle tant ces jours-ci. Nous sommes « pour ». Nous comprenons parfaitement que le mot fasse frémir quelques « démocrates conséquents » imperméables aux réalités et perdus dans les nuées de leurs théories généreuses et farfelues. Seulement, si le mot est blessant, la chose est pratiquée depuis longtemps, et tout le monde le sait bien. Nécessité fait loi. Alors, autant la légaliser.

D'autre part, les chiffres se moquent

éperduement des théories de ces MM. Et les chiffres, les voici, tirés du Mémoire de l'UEL présenté à l'occasion de la manifestation du 10 mai 63 : pour cette année, les Vaudois sont 883 (1956 Suisses en tout) et les étrangers 1574 !

On dit aux Vaudois, minoritaires dans l'Université de leur propre pays (un peu plus de la moitié des étrangers !) : « Vous devez mieux accueillir les étrangers ». C'est très facile à dire mais comment voulez-vous qu'une minorité accueille et « assimile » une majorité. Par leur nombre, à cause de leur nombre, il est normal que les étrangers vivent entre eux et n'aient pas avec la communauté nationale les contacts qu'il faudrait. Dans l'intérêt même des étrangers, il faut donc diminuer leur nombre. Pour justifier le fait que l'on « transplante » des milliers de jeunes du Tiers-Monde en Europe au lieu de leur envoyer quelques professeurs, on nous dit qu'il est bon que ces étudiants prennent contact avec les communautés nationales européennes et « s'imprègnent » ainsi d'esprit occidental. L'argument serait excellent si de justes proportions étaient respectées. Mais si les étrangers sont majoritaires (883 contre 1574), ce sont eux qui apportent leur esprit.

Une deuxième raison : il est normal que dans l'Université de ce pays, la priorité revienne aux nationaux de ce pays. Idem pour les logements ; dans le fameux Mé-

moire (p. 9) le bureau de l'AGE semble s'indigner du fait suivant : En outre, l'Etat a recommandé aux mêmes gérances, devant la crise, de loger en priorité les jeunes couples du pays. C'est la raison pour laquelle plusieurs étudiants étrangers ont reçu leur congé l'été dernier. Voilà qui relève, les choses étant ce qu'elles sont, d'une sage priorité.

Il est temps de se rendre compte que le nombre d'étudiants étrangers que peut assimiler ce pays n'est pas illimité. Il y a un nombre à ne pas dépasser (hélas, c'est vraisemblablement déjà fait) ; c'est aux autorités compétentes de fixer ce nombre, en tenant compte de la place dont nous disposons (auditoires, laboratoires, logements) et du nécessaire équilibre à respecter avec les étudiants « indigènes », équilibre dont la rupture est préjudiciable aux uns et aux autres¹. Le principe doit être le suivant : priorité aux nationaux et après, en fonction de la place restante, les étrangers.

Notre position est, sans doute, moins exaltante que les ronflantes motions de l'Assemblée du 16. 4. 63, mais elle a l'avantage d'être logique et conforme aux intérêts du pays.

Paul-E. Rochat.

¹ Lorsque les Vaudois et les Confédérés commencent à avoir l'impression de se trouver à l'étranger dans l'Université de leur propre pays, c'est que l'équilibre est rompu.

Lectures d'aujourd'hui

Bernard FAY : L'aventure coloniale. Librairie Académique Perrin (16 fr.)

Après un « Louis XVI » révolutionnaire et une « Grande Révolution » pleine de surprises, Bernard Fay s'est attaqué aux aventures coloniales. Entre 1715 et 1815, on se battit beaucoup aux Antilles, aux Indes, à Dakar, on s'enrichit en France et ailleurs, on vendit, réduisit en esclavage et perdit beaucoup de choses. Cette époque étonnante retient Bernard Fay, un des meilleurs connaisseurs du XVIII^e siècle avec Gaxotte, qui fixe d'une plume acérée et de grande qualité mœurs et gens. Sévère pour Voltaire (Canada) et pour Bonaparte (Louisiane), l'historien admire ses Rois, Montcalm et Du Quesne. Tableau plein de vie, ce livre permet de nombreuses comparaisons avec l'époque actuelle de décolonisation et des discours généreux, qui avaient déjà cours au XVIII^e siècle.

Le Jura des Jurassiens : Textes réunis par Roland Béguelin. Cahiers de la Renaissance Vaudoise (12 fr.)

Excellent livre sur une question brûlante, qui réunit des textes d'Auguste Viatte, de Roland Béguelin, etc., il permet de voir clair à l'écart des polémiques et chacun doit le lire. Très bien fait, documenté et illustré, « Le Jura des Jurassiens » fait suite à un très intéressant « Tessin des Tessinois ». Collection vaudoise par excellence et dirigée par Bertil Galland, les Cahiers de la Renaissance Vaudoise (Place Saint-François 11) ont publié des essais sur Kafka, Gide, Lausanne, les Etats-Unis, « L'objection de conscience » (l'excellent livre du pasteur H. Chavannes que chacun devrait lire) et « Le mythe du golf », ainsi que des poèmes de P.-A. Tâche. Vaste éventail où vous pouvez faire un choix qui sera toujours de qualité.

Jean-Claude FONTANET : La Mascogne (Ed. de la Baconnière)

L'auteur de « Qui perd gagne » vient de dédier à ses camarades de 1^{re} latin B un roman intitulé « La Mascogne ou le péché mignon du collégien ». Mascogner pour les potaches Genevois, c'est chinder pour les Vaudois, spicker pour les Fribourgeois et pougner pour les

Valaisans, autrement dit : tricher. (J.-C. Fontanet nous apprend que les Neuchâtelais n'ont pas de terme particulier ; sans doute, ironise-t-il parce que l'on y parle le meilleur français de Suisse romande.) Nous voyons les collégiens de J.-C. Fontanet entreprendre de hisser la « mascogne » au rang des beaux arts et y parvenir. Chacun leur pardonnera en songeant qu'il leur aurait peut-être fallu moins de travail pour passer leur « matu »... sans tricher ! Lisez « La Mascogne » et vous comprendrez.

José-Maria GIRONELLA : Un million de morts. (Plon édit.)

Après « Les cypres croient en Dieu » qui traitait des années 1931-36 en Espagne, Gironella nous décrit la guerre civile dans toute son horreur. Traduit par Paul Werrie, ce livre devrait être lu par tous. Il est objectif, honnête, il ne cache rien des crimes commis de part et d'autre ; il contraste heureusement avec la prétendue objectivité du film de F. Rossif : « Mourir à Madrid ». Il nous montre surtout que la guerre civile est la plus abominable catastrophe qui puisse s'abattre sur un pays. Elle est aussi hideuse que la « paix » soviétique : on y retrouve les mêmes « commissaires politiques », les mêmes exécutions, la même terreur, la même misère. On comprend le drame des nationaux espagnols devant choisir entre deux maux également épouvantables : un régime rouge ou déclencher une lutte civile. On attend avec impatience le troisième ouvrage de J.-M. Gironella qui viendra compléter cette étude.

Roger JOSEPH : Les combats de Léon Daudet (Chez l'auteur à Orléans, 2, rue St-Etienne. 10 NF)

Roger Joseph nous décrit successivement l'écrivain, le polémiste et l'artiste dans ce beau livre en tête duquel on trouve cette citation de Léon Daudet : La polémique, c'est la lutte ; qui n'a pas lutté n'a pas vécu. Pour tous ceux qui font leurs premiers pas dans le combat national, il est un modèle admirable. On ne peut qu'envier l'auteur, pour avoir connu un tel combat et lutté à ses côtés. C'est le mé- rite de quelques hommes de la génération de R. Joseph d'avoir compris le privilège qu'ils

possédaient. C'est pourquoi dans son épilogue, l'auteur cite cette phrase de Robert Brasillach : Plus tard, on racontera aux auditeurs jaloux qu'on l'a connu. Par malheur, pour faire le portrait du plus prodigieux mémorialiste du début de ce siècle, il manquera précisément Léon Daudet.

A prendre avec soi en vacances :

Le dernier roman d'Antoine BLONDIN : La fin de tout. La Table Ronde.

Le dernier MORAND : La dame blanche des Habsbourg. Laffont (13 fr.)

L'essai de Marie-Madeleine MARTIN sur les doctrines sociales en France. Conquistador (20 fr.)

L'Histoire d'Allemagne de Pierre GAXOTTE. Flammarion (30 fr.)

LES REVUES :

Ecrits de Paris, Défense de l'Occident.

LES HEBDOMADAIRES :

La Nation Française, Rivarol, Carrefour, Aspects de la France et Minute.

Aide aux Harkis

Nos abonnés lausannois ont reçu vendredi 21 juin une invitation pour la conférence du Dr Steinmetz sur « L'aide suisse aux Harkis repliés en France » qui avait lieu... le 19. L'invitation, postée le 17 aurait dû arriver à temps. Nous prions nos amis d'excuser ce retard et les encourageons à aider les Harkis : CCP I 4217, Genève, Carouge. Le responsable du groupe vaudois est M. Maurice Meylan, avocat à Lausanne.

Lisez UNIAC, faites-le lire à vos amis. ABONNEZ-VOUS en versant Fr. 3.- au CCP II 22 494, Lausanne.

M. Vodoz et la consigne

A la suite de notre dernière conférence, *La Nation* et la *FAL* mentionnèrent que P. Boutang était l'hôte d'*Uni-Action*. Il n'en fut pas de même dans la *Gazette* où M. Jean-Marie Vodoz reconnaissait l'exceptionnelle valeur de notre conférencier. En effet, son article commençait ainsi : *On avait annoncé — discrètement d'ailleurs — une conférence... On chuchotait qu'il y aurait du spectacle et de la violence. Ce serait bien amusant.*

On, c'était *Uniac*, et M. Vodoz le savait fort bien. Il y aurait-il à la *Gazette* consigne de ne jamais citer le nom de notre journal? Par ailleurs, notre conférence avait été annoncée par plusieurs journaux (dont la *Voix Ouvrière* !) et a réuni 160 personnes dont quelques adversaires intéressés et attentifs. Ce qui peut laisser supposer que l'annonce n'a pas été si discrète que cela.

Enfin, où diantre M. Vodoz est-il allé chercher qu'il y aurait de la violence? Et en quoi cela aurait-il été amusant? Ce journaliste a été mal renseigné ou il s'est trompé de conférence; chez nous, le seul spectacle est donné par le conférencier. Nous n'en dirons pas autant des réunions de la *Jeunesse progressiste* et du POP, par exemple. Notre administrateur qui prenait tranquillement des notes lors de la *manifestation Grimau* y a été sérieusement secoué et dépouillé de son portefeuille (plainte pénale a été déposée) qui lui a été rendu à la sortie de la *Maison du peuple*, vidé entièrement des papiers et de l'argent qu'il contenait. C'est peut-être avec ce genre de manifestations que M. Vodoz a confondu. On se souvient que l'an dernier, dans un *bulletin du MDE* on rapportait que des membres de cette organisation avaient menacé de *casser la gueule de gazettier Vodoz* (c'étaient les propres termes employés).

Si donc M. Vodoz veut s'amuser en assistant à des pugilats et à des délits politico-crapuleux, nous lui conseillons la *Jeunesse progressiste* et le MDE (où il serait bien avisé de ne se rendre qu'avec un casque de motocycliste et après avoir contracté une bonne assurance), si au contraire, il préfère des réunions où les problèmes sont discutés avec la plus totale liberté et où l'on ne rencontre pas d'agités, nous lui conseillons plutôt d'assister aux conférences d'*Uni-Action*. Il y sera toujours reçu poliment. Il y sera même reçu avec sympathie s'il informe mieux ses lecteurs sur les manifestations auxquelles il assiste, quitte à encourir les foudres du patron. A la prochaine, par conséquent.

PER

Culture marxiste

Selon « Radio-TV je vois tout », les invités de la Communauté radiophonique de langue française, conviés aux Faux-Nez à voir « L'homme qui monte la garde » de G. Valbert, ont eu l'occasion de voir un spectacle pleinement représentatif du haut niveau de vie culturelle lausannoise ! M. Valbert écrivait récemment dans « Panorama » : le théâtre moderne découle du manifeste de K. Marx en 1848. La pièce en question consiste à traîner l'armée dans la gadoe. Et c'est tout ce que l'on a trouvé à montrer pour nous « représenter ». Pauvre Lausanne. Et pauvre langue française.

A propos du racisme

« TANT QU'IL FAIT JOUR » de juin 63 publie la réconfortante déclaration du porte-parole des 17 étudiants ghanéens qui ont quitté la Bulgarie pour protester contre les traitements qu'ils ont subis :

« ETUDIER DANS LES PAYS COMMUNISTES EST UNE PERTE DE TEMPS. NOUS AVONS ETE QUALIFIES D'ANES NOIRS ET D'HOMMES DE LA JUNGLE... NOUS AVONS ETE INSULTES DE TOUTES LES MANIERES, M. Schwed est toujours membre, lui, du MDE qui est la section lausannoise de la LES RUES ET DES GENS ONT CRA- FMJD, organe à direction soviétique slé- CHE DEVANT NOUS DANS LES

AUTOBUS. CEUX D'ENTRE NOUS QUI AVAIENT DES OPINIONS DE GAUCHE LES ONT ABANDONNEES. »

Ce nouveau témoignage ne fait que confirmer ce que savaient déjà ceux qui prennent la peine de s'informer des conditions REELLES de vie derrière le rideau de fer.

Le professeur Schwed du MDE va pouvoir organiser des protestations contre le racisme et l'antisémitisme en URSS où 60 % des gens fusillés pour « délits économiques » ou « sabotages » sont des Israélites. Bertrand Russel s'en est ému. Mais M. Schwed est toujours membre, lui, du MDE qui est la section lausannoise de la LES RUES ET DES GENS ONT CRA- FMJD, organe à direction soviétique slé- geant à Budapest.

ZOOLOGIE

LES DICTATEURS

Qu'est-ce qu'une assemblée purement consultative? D'aucuns penseront que c'est une réunion de personnes appelées à donner leur avis sur un ou sur quelques points, avis qui sera une simple indication et en aucune manière un engagement réel de responsabilité. D'autres, dont les souvenirs sont plus précis, diront que c'est une assemblée générale dont le quorum n'a pas été atteint et qui ne peut donc prendre aucune décision valable juridiquement. Les uns et les autres se trompent : au sens de l'AGECITE, une telle assemblée c'est un attrape-zozos démocratique. Zozos? Hé oui! en l'occurrence, la rubrique de ces lignes est parfaitement adéquate, mais l'ennui, c'est que les « zozos », c'est vous, c'est moi, c'est tout étudiant qui a honnêtement participé à la réunion du jeudi 16 mai 1963 et qui a voté au plus près de sa conscience à propos de chacune des 16 motions. On nous avait assurés que les opinions exprimées ce soir-là ne pouvaient servir qu'à renseigner l'AGECITE sur l'accueil réservé à son programme. Or, le texte de celui-ci, légèrement modifié au cours de débats d'autant moins sérieux qu'ils « liquidèrent » 17 motions en quelque deux heures et demie, le texte de ce programme vient d'être adressé aux conseillers communaux sous le titre : « Résolutions adoptées par l'Assemblée des délégués du 21 mai 1963 sur le développement de l'université » (« programme établi à la suite de la manifestation du 10 mai 1963 »), et avec une lettre dont voici le texte intégral (à l'exclusion de l'en-tête et des salutations) :

« Nous avons le plaisir de vous remettre ce qui constitue la troisième phase de l'action que nous avons entreprise depuis plus d'un mois maintenant. Après avoir analysé le développement de notre Université, après avoir alerté l'opinion publique sur cette situation, nous publions un programme que nous vous remettons ici. Ce programme, nous vous le rappelons, a été approuvé par une Assemblée générale consultative de 420 étudiants et ratifié ensuite par notre Assemblée des Délégués. Nous espérons, par ce programme, apporter notre contribution à une accélération rapide du développement de notre Haute Ecole. A cet effet, nous nous permettons de solliciter toute votre attention et serions heureux de connaître votre avis sur ces motions. Dans l'espoir etc... »

Nous aimerions poser ici trois questions :

1. Pourquoi la lettre ne mentionne-t-elle pas expressément que le quorum n'a pas été atteint, donc que l'assemblée « générale » ne pouvait prendre aucune décision valable ?
2. Comment se fait-il qu'une Assemblée des Délégués — de la réunion et du rôle de laquelle l'assemblée du 16 mai n'a pas été avertie — ait pu « ratifier » un programme qui n'a pas été accepté ?
3. De quel droit fait-on valoir officiellement ce programme et comment qualifier cette action directe auprès des autorités politiques vis-à-vis du recteur et après qu'il ait signalé le peu d'honnêteté des manœuvres de l'AGECITE ?

Il serait grand temps de réaliser que l'AGE a parmi ses membres¹ des personnes sans scrupules et sans droiture qui se moquent éperdument de l'avis des 3520 étudiants au nom desquels ils prétendent agir.

Suzette MONOD.

1) NDLR : L'article de S. M. était écrit avant les élections. Il s'agit donc de l'ancien bureau.

Dans son numéro du 25 juin dernier, « Coopération » rapporte une histoire atroce; on tient à l'évoquer ici, parce qu'elle est toute chargée d'une signification qu'il convient de dégager, parce qu'elle renferme une leçon qui échappera seulement à ceux qui ne comprendront jamais.

Il s'agit d'un chef socialiste allemand, Heinz Brandt, dont nos lecteurs, comme nous, ignorent sans doute le nom. Cet homme, aujourd'hui âgé de 54 ans, milita dans le parti communiste allemand durant les années qui précédèrent l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Après l'incendie du Reichstag, il fut arrêté à son domicile, subit des interrogatoires accompagnés de tortures, mais se retrouva libre. Deux ans plus tard, en 1935, il fut arrêté par la Gestapo et condamné à six années de pénitencier. Sa détention devait en principe s'achever dans le courant de 1941, mais, à la date fixée, il ne quitta sa cellule que pour le camp de concentration de Sachsenhausen. Puis, avec beaucoup d'autres, il fut transféré au camp d'Auschwitz, et par la suite à Buchenwald. L'arrivée des Américains, le 11 avril 1945, lui rendit une liberté perdue depuis 11 ans. Son père, sa mère, son frère cadet n'avaient pas survécu à la captivité au camp d'Ostrow-Lubiek, alors que son frère aîné, installé en Union Soviétique avait disparu lors

UN BOUT DE CHEMIN ENSEMBLE

des grandes purges staliniennes, probablement en 1937.

Revenu à la vie politique, Heinz Brandt se rallia au parti socialiste unifié d'Allemagne orientale, et se trouva ainsi le collaborateur d'Ulbricht. Lors du soulèvement du 17 juin 1953, Ulbricht fut sauvé par les blindés soviétiques. Mais Brandt avait proposé d'accepter les revendications ouvrières qui lui paraissaient légitimes. On le cassa dans un poste insignifiant; son vieil instinct d'homme traqué l'avertissait que de jour en jour sa liberté diminuait. Avec sa femme et ses trois enfants (il s'était marié en 1947) il parvint à gagner l'Allemagne occidentale. Sa vie, une fois de plus, recommençait à zéro. Il devait trouver un emploi, reconstituer son intérieur afin que sa femme et ses enfants puissent quitter un camp de réfugiés. La famille s'installa finalement à Francfort où Heinz Brandt devint rédacteur en chef d'une revue syndicale. Ses idées n'avaient pas changé, mais il entra dans le parti socialiste.

Le drame survint le 16 juin 1961. Délégué d'un congrès syndical qui se tenait à Berlin-Ouest, Heinz Brandt ne reparut ni

au congrès, ni chez les amis qui l'attendaient. Deux jours plus tard, le journal communiste « Neues Deutschland » annonçait son arrestation et le qualifiait de « fauteur de guerre » et d'« ennemi de la classe ouvrière ». Bien qu'on ignore de quelle façon il tomba aux mains de la « Police populaire », on peut estimer qu'il fut enlevé comme tant d'autres. Sur le moment, certains le crurent mort. Après onze mois de silence, le 11 mai 1962, un communiqué annonçait que Heinz Brandt venait d'être condamné, par un tribunal siégeant à huis-clos, à treize années de travaux forcés. Reverra-t-il un jour les siens ?

Ce n'est pas le moment, ni l'occasion de se livrer à des commentaires, d'autant plus que les faits parlent d'eux-mêmes. On se borne à des constatations.

Voilà un homme de gauche; toute sa vie l'atteste. Mais il se fait enlever puis condamner sur l'ordre d'un gouvernement communiste. Son cas n'intéressera donc pas la « conscience universelle », et aucun des professionnels de la « dignité humaine » ne verra là un motif de se déranger. On ne verra pas un illustre philosophe signer une pétition, ni son égérie interrompre pour un moment ses confidences de pédagogue vicieuse. Heinz Brandt n'a droit qu'aux oubliettes. Si presque tout nous oppose à « Coopération », nous lui savons gré de rompre la conspiration du silence. Voilà qui change des cancanes imbéciles et pestilentiels de Panurge. Ensuite, nous demandons à tous ceux qui, de bonne foi, songent à collaborer avec les communistes sur le plan social, de méditer cet exemple et d'autres encore. Qu'ils se rappellent Heinz Brandt. Un bout de chemin ensemble? Pour le « compagnon de route », le voyage-surprise peut se terminer au baignoire. Comme au plus fort de cette ère stalinienne dont les journaux, chez nous, annoncent tous les jours qu'elle n'est plus qu'un mauvais souvenir.

U-A

CASSANDRE.

Pierre Boutang parle aux amis d'Uniac

Jeudi 30 mai, le directeur de la *Nation Française* parlait, devant un auditoire de 160 personnes des lignes de résistance au progressisme.

M. Pierre Boutang nous a apporté une large bouffée d'air frais. Comme il le dit lui-même, il n'y a que les idées très vieilles, avec de la rouille et du temps, qui peuvent échapper au ridicule et au déshonneur écrit M. A. Manuel dans *La Nation*. Nous extrayons encore de cet article ces lignes où est résumé l'un des plus beaux passages de cette conférence: *La révolution française, dont le marxisme est le fils direct, a détruit les racines de l'homme au nom de l'humanité abstraite. Le communisme tente d'incarner un universel négatif sur le mythe indispensable du prolétaire dépossédé. L'homme de droite qui refuse de se couper des racines naturelles, retrouve l'universel à travers la particularité nationale. Il accepte avec humilité d'être né ici et non ailleurs. Son nationalisme est intégral parce qu'il est le contraire du totalitarisme; il est marqué du sceau de la mesure et de la particularité.*

Dans la *Feuille d'Avis de Lausanne*, B. G. devait souligner: *Passionné, brillant, souvent drôle, l'animateur de l'hebdomadaire monarchiste français frappa autant l'auditoire par ses nuances que par sa fermeté. Sa thèse centrale fut que le communisme, mis en contradiction avec lui-même, par l'aveu des crimes Staliniens, par Budapest et par le schisme chinois est en train d'être ranimé par le progressisme chrétien. Le communisme étant une religion, ce ne sont pas les faits qu'il faut discuter, mais bien les positions métaphysiques, et c'est*

dans cet ordre qu'il est en train de bénéficier d'un secours inespéré de certains hommes d'Eglise.

Pierre Boutang est un orateur politique de première force. Tous nos amis ont apprécié son talent, son esprit et sa fougue. Plus d'un adversaire a été troublé et quelques-uns nous ont demandé... à recevoir une invitation pour la prochaine conférence d'Uniac! M. Pierre Boutang a réussi là un tour de force qui lui fait honneur.

CES « PROGRESSISTES »

Depuis quelque temps, on voit dans les environs de l'Uni des affiches de la « Jeunesse progressiste ». Interrogés, de joyeux plaisantins donnent cette organisation comme « indépendante de gauche ».

Malheureusement pour ces messieurs, la « Voix Ouvrière » du 1. 5. 63 dissipait toute équivoque. Faisant de la réclame pour la « Jeunesse libre » (organisation de jeunesse du parti) elle rappelle aux militants le nom des sections auxquelles il faut s'inscrire: à Genève, à « Jeunesse libre »; à Neuchâtel, à « Jeunesse du POP »; à Lausanne, à... « Jeunesse progressiste ». Ainsi, grâce à la « VO », tout le monde est fixé et les nationaux, lorsqu'on viendra leur dire que la « Jeunesse progressiste » est un mouvement indépendant sauront que répondre.

Si ces « progressistes » voulaient mentir

avec efficacité, ils auraient dû accorder leurs balalaïkas. On se demande aussi ce qu'attendent les deux ou trois socialistes du mouvement pour démissionner. A moins qu'il soit possible d'être à la fois membre du parti socialiste et militant d'une organisation de jeunesse communiste.

D'après la « Voix Ouvrière » du 8. 5. 1963, le challenge entre les sections du POP pour le recrutement a été remporté par la « Jeunesse progressiste ». Il est ainsi clairement établi que les membres de cette « Jeunesse progressiste » sont comptabilisés dans les effectifs du parti communiste.

Les socialistes membres de cette section du POP réagiront-ils? Ou sont-ils déjà mûrs pour le grand alignement...